

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 06/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Déchetterie du moulin à vent

951, rue Notre Dame de Pontmain
76760 Yerville

Références : UDRD.2022.05.CD.09.MAG.BrJ

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement Déchetterie du moulin à vent implanté 951, rue Notre Dame de Pontmain 76760 Yerville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Déchetterie du moulin à vent
- 951, rue Notre Dame de Pontmain 76760 Yerville
- Code AIOT dans GUN : 0005802811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Déchetterie de Yerville

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Propreté et entretien	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 2.2.1.	/	Sans objet
étiquetage des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 7.5.2.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien et conduite des installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet
Registre	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet
Mesure du niveau sonore	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet
Implantation et comportement au feu du local	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet
Rétentions	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet
Réserves de sable et/ou absorbant	AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats réalisés, et des documents transmis par courriels après la visite, l'inspection conclut que l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2021 précité en respectant les dispositions des articles 4.3.4, 5.1.6.1, 6.1.4, 7.3.4.1, 7.5.3 et 7.5.5 des prescriptions annexées à son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 octobre 2005 modifié. L'inspection propose donc à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de lever l'arrêté de mise en demeure 21 avril 2021.

L'inspection a toutefois constaté de nouveaux manquements aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 octobre 2005 modifié, notamment en termes de propreté et de sécurité des usagers de la déchetterie (absence de garde-corps, présence de déchets dans les talus et autour des bennes).

L'inspection formule ainsi les demandes suivantes :

Demande n° 2022-04/1 : l'exploitant prendra les mesures organisationnelles nécessaires (affichage, procédure, mode opératoire...) pour limiter la vitesse des véhicules sur le site et charger les déchets lourds dans les bennes remplies à moitié afin de limiter les impacts sonores.

L'exploitant fera réaliser par une personne ou un organisme qualifié, au plus tard sous un délai de 3 mois, une nouvelle mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans des conditions représentatives de l'activité. Le rapport sera transmis à l'inspection pour confirmer le respect des valeurs limites réglementaires.

Demande n° 2022-04/2 : l'exploitant prend les dispositions nécessaires, au plus tard sous un délai de 15 jours, pour maintenir un niveau de propreté convenable sur le site.

Demande n° 2022-04/3 : tous les garde-corps détériorés devront être remplacés sans exception au plus tard pour fin septembre 2022. Dans cette attente, et en vue de maintenir un niveau de sécurité suffisant pour les usagers de la déchetterie, l'exploitant prend sans délai toutes les dispositions nécessaires (autres que de simples petits cônes) pour éviter tout risque de chute depuis les quais.

Demande n° 2022-04/4 : l'exploitant apposera un étiquetage adapté aux aléas climatiques et aux conditions de stockage, au plus tard sous un délai de deux mois, de manière à ce que ces étiquettes, portant de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses, restent sur les fûts (d'un volume supérieur à 800 litres) de manière pérenne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, une mesure des concentrations des différents polluants (visés à l'article 4.3.11 dudit arrêté) en sortie du dispositif de traitement du site (débourbeur/séparateur hydrocarbures) pour vérifier les limites d'émissions applicables (le rapport sera transmis à l'inspection et des mesures correctives seront indiquées en cas de dépassement de ces valeurs limites).
Constats : l'exploitant a fait réaliser, le 27 août 2021, une mesure des principaux paramètres en sortie du dispositif de traitement par un laboratoire agréé. Les concentrations des différents polluants visés à l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2005 modifié respectent les limites d'émissions applicables énoncées à l'article 4.3.7. dudit arrêté.
Observation n° 1 : l'exploitant prendra les mesures correctives nécessaires, avant le prochain contrôle, pour que la couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, soit inférieure à la valeur seuil de 100 mg/Pt/l (valeur mesurée à 200 mg/Pt/l lors du prélèvement, sans doute due à la présence d'une algue).
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant complète le registre chronologique de production et d'expédition des déchets du site avec l'ensemble des informations obligatoires et réglementaire énoncées dans l'arrêté ministériel du 29 février 2012 (et reprise à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 visé en référence).
Constats : L'exploitant a modifié le registre chronologique de production et d'expédition des déchets pour y intégrer les informations obligatoires et réglementaires énoncées à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le jour de la visite, l'inspection a remarqué qu'il manquait le numéro d'immatriculation du véhicule. L'exploitant a modifié le registre afin de l'intégrer. L'inspection a reçu le registre complété avec toutes les informations obligatoires le 13 avril 2022.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesure du niveau sonore

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, par une personne ou un organisme qualifié, une mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans des conditions représentatives de l'activité (le rapport sera transmis à l'inspection et des mesures correctives seront indiquées en cas de dépassement des valeurs limites).
Constats : L'exploitant a fait réaliser une mesure du niveau de bruit et de l'émergence par un organisme agréé le 30 juin 2021. Les résultats font état d'un dépassement de 2,5 dB en deux points en limite de propriété Sud et Est du site. Ces dépassements sont notamment dus : - à la circulation et manœuvre des véhicules sur le site; - et au choc de déchets lourds dans la benne de ferraille vide. En termes de mesures correctives prises par l'exploitant afin de diminuer les dépassements des niveaux sonores aux deux points précités, l'exploitant a répondu, par mail du 13 avril 2022, vouloir : - limiter la vitesse sur le site - et charger les déchets lourds dans les bennes remplies à moitié pour limiter les chocs engendrant un pic de bruit. Demande n° 2022-04/1 : l'exploitant prendra les mesures organisationnelles nécessaires (affichage, procédure, mode opératoire...) pour limiter la vitesse des véhicules sur le site et charger les déchets lourds dans les bennes remplies à moitié afin de limiter les impacts sonores. L'exploitant fera réaliser par une personne ou un organisme qualifié, au plus tard sous un délai de 3 mois, une nouvelle mesure du niveau de bruit et de l'émergence dans des conditions représentatives de l'activité. Le rapport sera transmis à l'inspection pour confirmer le respect des valeurs limites réglementaires.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Implantation et comportement au feu du local

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant réorganise le site de telle manière à ce que le local de stockage des DMS (déchets ménagers spéciaux) se situe à plus de 10 mètres de toute installation ou stockage présentant un risque d'incendie ou d'explosion.
Constats : L'exploitant a réorganisé son site: le local de stockage des DMS se situe désormais à plus de 10 mètres de toute installation ou stockage présentant un risque d'incendie ou d'explosion. L'inspection a constaté un stock de 15 bacs de collecte de déchets dangereux prêts à partir, dont 12 bacs sont stockés à côté du local DMS, faute de place dans celui-ci, et 3 bacs sont stockés à côté de l'ancien local DMS vide, juste en face des bennes de déchets verts. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant que ces stockages présentaient un risque d'incendie. L'exploitant a indiqué être dans l'attente de l'enlèvement de ces bacs. L'exploitant a stocké, le jour de la visite, 3 bacs dans l'ancien local DMS afin qu'ils ne soient plus positionnés juste à côté des bennes de déchets verts. Les bacs de collecte ont finalement été enlevés le 13 avril 2022 soit cinq jours après la visite.
Observation n° 2 : l'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour anticiper toute demande d'évacuation de déchets dangereux afin de ne pas être envahi et devoir stocker ces déchets présentant un risque d'incendie dans des dispositions contraires aux bonnes pratiques.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1 ^{er}
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant associe à une capacité de rétention suffisamment dimensionnée les produits ou déchets liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.
Constats : L'inspection a constaté la présence de nouvelles rétentions afin de stocker les bidons et fûts. Toutefois l'inspection remarque l'absence de rétentions sous les bidons d'huiles alimentaires apportées sur le site. Ces bidons sont stockés sur palette le jour de la visite. Un bac d'absorbant se trouve à proximité. L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 05 mai 2022, un devis signé pour la fourniture de 2 bacs de rétention de 100 l avec caillebotis pour le stockage des fûts d'huiles alimentaires. Ces rétentions seront disponibles sur le site de la déchetterie au plus tard sous un délai de deux mois.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réserves de sable et/ou absorbant

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2021, article 1er
Thème(s) : Autre, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant met, à disposition du personnel, des moyens de récupération des liquides en cas de déversement accidentel (sac meuble et sec ou produit absorbant), en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres.
Constats : L'inspection a constaté le jour de la visite que le stock d'absorbant a été abondé. L'exploitant possède désormais, sur le site, d'une quantité de produit absorbant supérieure à 100 litres.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article Art. 2.2.1.
Thème(s) : Autre, prescriptions
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de déchets dans le talus et dispersés un peu partout sur le site (petites bouteilles de gaz, sac poubelle, etc..). L'inspection remarque également un manque d'entretien autour des bennes. Des garde-corps sont par ailleurs absents au-dessus des bennes pour limiter le risque de chute. Des petits cônes orange ont été positionnés à la place. L'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 13 avril 2022, le devis pour changer certains garde-corps. L'inspection note que ce devis fait également mention d'un quai béton complètement descellé de la plateforme, qu'il est urgent de remettre en place par une réparation maçonnerie ou une ceinture en Fer UPN, avant la mise en œuvre des garde-corps. L'exploitant a indiqué que tous les travaux indiqués seront réalisés à échéance de septembre 2022 (après procédure d'appel d'offre). Ce devis ne comprend pas toutefois le remplacement des deux garde-corps détériorés positionnés sur les côté du quai de la benne à gravats, alors que ceux-ci nécessiteraient d'être remplacés pour la sécurité des usagers. Demande n° 2022-04/2 : l'exploitant prend les dispositions nécessaires, au plus tard sous un délai de 15 jours, pour maintenir un niveau de propreté convenable sur le site. Demande n° 2022-04/3 : tous les garde-corps détériorés devront être remplacés sans exception au plus tard pour fin septembre 2022. Dans cette attente, et en vue de maintenir un niveau de sécurité suffisant pour les usagers de la déchetterie, l'exploitant prend sans délai toutes les dispositions nécessaires (autres que de simples petits cônes) pour éviter tout risque de chute depuis les quais.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : étiquetage des substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2005, article 7.5.2.
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.
Constats : L'inspection a constaté qu'un étiquetage a été apposé sur les fûts depuis la précédente visite d'inspection. Le support utilisé n'est pas toutefois adapté (simple feuille photocopiée). Beaucoup d'étiquettes sont détrempées le jour de la visite (temps très pluvieux), déchirées, voir même par terre en boule. Demande n° 2022-04/4 : l'exploitant apposera un étiquetage adapté aux aléas climatiques et aux conditions de stockage, au plus tard sous un délai de deux mois, de manière à ce que ces étiquettes, portant de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses, restent sur les fûts (d'un volume supérieur à 800 litres) de manière pérenne.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

**Annexe au rapport : Planche photographique des constats réalisés
lors de la visite du 8 avril 2022**



Bidons et fûts sur rétention



Bidons et fûts sur rétention



Bidons sur rétention, étiquetage à revoir



étiquetages déchirés et manquant



absence de rétention



bacs de collecte déchets dangereux à faire évacuer



étiquetages déchirés et manquant



déchets envolés



déchets envolés



déchets à ramasser



Cône de signalisation à la place de garde-corps,
manque d'entretien autour des bennes



bassin réserve incendie